

ARRÊTÉ N° 2025_173

PORTANT DOTATIONS DE FONCTIONNEMENT COMPLÉMENTAIRES 2025 POUR LES ESMS ACCOMPAGNANT DES ADULTES EN SITUATION DE HANDICAP, AU TITRE DES REVALORISATIONS SALARIALES ISSUES DU SÉGUR DE LA SANTÉ ET DE SON EXTENSION

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de l'action sociale et des familles ;

Vu le décret n°2022-739 du 28 avril 2022 relatif à l'aide aux départements versée par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie au titre de l'article 43 de la loi n° 2021-1754 du 23 décembre 2021 de financement de la sécurité sociale pour 2022 ;

Vu l'article 43 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2022 du 23 décembre 2021 ;

Vu l'élection le 1^{er} juillet 2021 de M. Stéphane Troussel à la présidence du conseil départemental de la Seine-Saint-Denis ;

Vu l'arrêté du Président du conseil départemental n° 2024-446 du 29 novembre 2024 donnant délégation de signature à M. Olivier Veber, directeur général des services ;

Vu l'arrêté du Président du conseil départemental n° 2024-433 du 21 novembre 2024 relatif à l'extension du « Segur de la santé » à l'ensemble des salariés – dotations de fonctionnement complémentaires aux établissements et services médico-sociaux pour adultes en situation de handicap ;

Vu l'arrêté 2025-119 du 03 avril 2025 fixant les tarifs et dotations 2025 des ESMS accueillant des adultes en situation de handicap ;

Considérant que la conférence des métiers de l'accompagnement social et médico-social qui s'est tenue le 18 février 2022 a étendu la mesure de revalorisation salariale des professionnels de l'accompagnement des personnes dans les différents secteurs de l'intervention sociale (protection de l'enfance, handicap, autonomie, hébergement, insertion, etc.) du secteur privé non-lucratif ;

Considérant que l'accord de branche associative sanitaire, sociale et médico-sociale du 2 mai 2022 transposant la mesure de revalorisation salariale à certains personnels socio-éducatifs issue de la conférence des métiers du 18 février 2022 a été agréé par arrêté ministériel du 17 juin 2022 ;

Considérant l'accord du 4 juin 2024 relatif à l'extension du Ségur dans le cadre de la politique salariale en lien avec la négociation sur la CCUE dans le secteur sanitaire, sociale et médico-social à but privé non lucratif et qui a été agréé par arrêté ministériel le 25 juin 2024 ;

Sur proposition du directeur général des services du Département ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. - En complément des dotations allouées aux établissements et services médico-sociaux pour adultes handicapés pour l'année 2025, fixées par arrêté n° 2025-119 du 03 avril 2025, le Département de la Seine-Saint-Denis procède au versement d'une dotation de fonctionnement complémentaire auxdites structures, au titre des revalorisations salariales.

ARTICLE 2. - Le montant total des dotations mentionnées à l'article premier est détaillé en annexe. Il s'élève à 3 496 113,47 euros.

ARTICLE 3. - Le 30 avril 2026 au plus tard, les établissements et services transmettent au Département un état justificatif des sommes versées au titre des revalorisations salariales mentionnées à l'article premier. L'écart entre les dotations allouées et les sommes versées aux salariées pourront faire l'objet d'une régularisation.

ARTICLE 4. - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Île-de-France: TITSS sis 1 place du Palais Royal, 75100 Paris Cedex 1, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

ARTICLE 5. - Le directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet du Département.

Pour le président du Conseil départemental
et par délégation,

Date d'affichage du présent acte,
le

Date de notification du présent acte,
le

Certifie que le présent acte est devenu exécutoire,
le